

Dossier n° F02413P0075

**Arrêté du 29 AOUT 2013**

**Portant décision dispensant de réalisation d'une étude d'impact dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 2013 portant délégation de signature du préfet de la région Centre à Monsieur Nicolas FORRAY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02413P0075 relative à la réalisation d'une opération mixte de construction de logements, commerces, salle de quartier et bureaux administratifs sur le lot 14 de la ZAC Montconseil à Tours reçue complète le 5 août 2013 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 26 août 2013 ;
  
- Considérant que le projet a pour objectif la construction, sur un terrain <sup>de</sup> 5 357 m<sup>2</sup>, d'un parking en sous sol, de deux bâtiments dont un de cinq niveaux destiné à des logements sociaux, des commerces et une salle de quartier et l'autre sur quatre niveaux destiné à des logements privés, des bureaux administratifs et des commerces;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 36° du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet est inclus dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Montconseil qui a fait l'objet en 2005 d'une étude d'impact, jointe au dossier, qui justifie correctement du moindre impact environnemental ;
- Considérant que la zone se situe à plus de 2 km du site Natura 2000 « Vallée de la Loire » et qu'aucun milieu ni aucune espèce protégés n'ont été relevés sur le site ;
- Considérant que le projet, situé à plus de 2 km du périmètre UNESCO du Val de Loire, fait l'objet d'un traitement paysager adapté ;
- Considérant que la construction des logements va générer un flux supplémentaire de véhicules qui a été correctement pris en compte dans le cadre du dimensionnement des voiries de la ZAC ;
- Considérant que les effluents des logements seront dirigés vers le réseau concessionnaire existant dont le dimensionnement est adapté ;

- Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de réalisation d'une opération mixte de construction de logements, commerces, salle de quartier et bureaux administratifs sur le lot 14 de la ZAC Montconseil à Tours n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

### **Article 3**

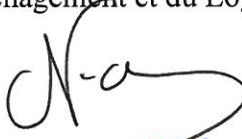
Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

### **Article 4**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Orléans, le **29 AOÛT 2013**

Pour le Préfet de la région Centre  
et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

  
**Nicolas FORRAY**

**Annexes : Voies et délais de recours**

- **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Monsieur le Préfet de région  
181 rue de Bourgogne  
45042 ORLEANS Cedex  
(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

- **décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région  
181 rue de Bourgogne  
45042 ORLEANS Cedex  
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie  
Grande Arche  
Tour Pascal A et B  
92055 Paris-La-Défense Cedex  
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal Administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS Cedex 1  
(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Conformément à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros devra être acquittée lors de l'introduction de l'instance, sauf dans les cas prévus au III de l'article précité, sous peine d'irrecevabilité de la requête présentée devant le Tribunal Administratif.

